

MAROC

Hommage à l'armée

Le 14 mai, le roi Hassan II a rendu hommage à la compétence et aux sacrifices que consent l'armée pour la défense de l'intégrité territoriale du pays. Dans un ordre du jour adressé à l'armée chérifienne qui célébrait le 29^e anniversaire de sa création, le souverain, commandant suprême des forces armées, a affirmé que ces dernières « ont prouvé au monde entier leur disposition totale à consentir tous les sacrifices et à verser leur sang pour la défense de la patrie, de son honneur et de sa dignité. » Dans cet ordre du jour, diffusé par la radio, le roi a estimé, en outre, que les soldats « ont pu acquérir des connaissances militaires fort appréciables et maîtriser largement les techniques modernes, ce qui leur a permis de faire face avec succès aux ennemis de notre intégrité territoriale » au Sahara occidental. « Le combat, que vous menez sans désespérer restera une source d'inspiration pour votre roi et pour le peuple marocain, à même de garantir le succès de tout ce que nous entreprenons pour que vive le Maroc dans l'honneur et la dignité », a-t-il encore déclaré.

• Aux Nations unies, le Maroc a été élu vice-président de la commission du désarmement en la personne de l'ambassadeur Mohamed Bennouna.

• Le 1^{er} mai, le roi Hassan II a reçu à Marrakech le ministre tunisien de la Défense, M. Slaheddine Baly, en visite. Aucune indication n'a été donnée sur les sujets évoqués lors de ces entretiens au cours desquels M. Baly a transmis un message verbal du président tunisien Habib Bourguiba au souverain. A l'issue de l'entrevue à laquelle assistaient, du côté tunisien, les chefs d'états-majors des armées de terre et de l'air, le général Barakat et le colonel Touhami Machta, et, du côté marocain, le général Mohamed Achahbar, secrétaire général de l'administration de la Défense nationale, M. Baly a offert au roi un exemplaire de l'exégèse du Coran, œuvre du théologien tunisien Cheikh Mohamed Tahar Ibn Achour. Au cours de son séjour, le ministre tunisien de la Défense, qui a visité plusieurs villes, a tenu une séance de travail avec les officiers supérieurs des forces armées, qui a été consacrée aux moyens de promouvoir la coopération militaire entre les deux pays. A l'issue de cette réunion, M. Baly a émis l'espoir de la voir à la hauteur des relations exemplaires existant entre le Maroc et la Tunisie.

• Commencée le 10 mai, huit ambassadeurs d'Afrique, du monde arabe et d'Amérique latine accrédités au Maroc, ont effectué une visite d'information au Sahara occidental. Il s'agissait des ambassadeurs de Centrafrique, du Gabon, du Sénégal, du Zaïre, du Liban, d'Irak, du Chili et de Libye. Onze autres personnalités de haut rang représentant à Rabat les missions diplomatiques de Guinée équatoriale, de Guinée, d'Arabie Saoudite, d'Oman, du Nord-Yémen, du Koweït, des Philippines, de la Corée du Sud, du Pakistan, de la Jordanie et de Qatar,

faisaient également partie de ce voyage d'information organisé à leur demande par le gouvernement.

• M. Ahmed Fizazi, wali du grand Casablanca et gouverneur de la préfecture de Casablanca-Anfa, a reçu au siège de la wilaya M. Chadli Cherif, commandant du patrouilleur lance-missiles de la marine nationale tunisienne Carthage qui a effectué une escale de trois jours au port de Casablanca.

• Aux jeunes Marocains admis en 5^e AS Sciences et attirés par la carrière militaire, le collège de l'académie royale militaire offre la possibilité de suivre le 2^e cycle dans de très bonnes conditions et d'obtenir le baccalauréat de Sciences Expérimentales, l'obtention de ce diplôme permettant d'accéder à l'académie royale militaire pour devenir officier.

• Le 10 mai, une délégation de personnalités sahraouies de l'AOSARIO a été reçue par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, auquel elle a remis un mémoire critiquant l'Algérie. Au cours de l'entrevue, la délégation a affirmé « l'entière disponibilité des populations sahraouies à participer à un référendum apportant une solution juste et définitive au conflit du Sahara occidental. » Elle a également, selon les membres de cette délégation, attiré l'attention du secrétaire général « sur les graves dangers pesant sur la région. » Au cours d'une conférence de presse, les représentants de l'AOSARIO ont affirmé que la situation entre l'Algérie et le Maroc s'était sérieusement dégradée ces derniers mois. Le mémoire remis au secrétaire général critiquait l'Algérie pour tenter de reléguer au second plan le séquestrement de Sahraouis sur le territoire algérien. Il reprochait à Alger de chercher « à faire accrédi-ter l'existence sur le territoire algérien de 200 000 réfugiés sahraouis ». Il regrettait enfin que les organisations internationales n'aient pu organiser jusqu'ici, en raison du refus d'Alger, un recensement des Sahraouis réfugiés en Algérie.

• Des élèves-officiers de la marine royale ont effectué une visite à la wilaya du Grand Casablanca. Au cours de cette visite, les officiers qui les accompagnaient ont été reçus par le wali du Grand Casablanca et gouverneur de la préfecture de Casablanca-Anfa, M. Ahmed Fizazi.

• Les forces armées royales de la province de Tétouan ont célébré leur 29^e anniversaire. A cette occasion, le gouverneur de la province de Tétouan, M. Bachir Oudghiri a présidé une réception à la caserne de Sanlat R'Mel.

• Le groupe de dix-neuf diplomates accrédités, dont sept ambassadeurs, qui effectuait une visite au Sahara occidental a regagné Rabat le 12 mai.

Durant cette visite, les diplomates se sont rendus notamment à El Ayoun, Smara et Dakhla et ont visité en compagnie du général Abdelaziz Ben-nani, commandant de la zone Sud, les sous-secteurs militaires de Haouza et de Smara ainsi qu'un point d'appui le long du mur au Sud-Est de Smara. Depuis El Ayoun, les déplacements

des diplomates vers les secteurs militaires ont été effectués par hélicoptères et par route, à bord de véhicules tout terrain, ces moyens de transport étant non armés et dépourvus d'escorte. M. Bernard Baloum, ambassadeur de la République centrafricaine et doyen du corps diplomatique, qui participait à cette visite, a déclaré devant la presse que l'organisation de la visite avait été demandée par les diplomates concernés pour leur information. « Il vaut mieux visiter une fois plutôt que d'écouter mille fois », a-t-il dit, ajoutant que ses collègues et lui-même étaient revenus très satisfaits. « Voir ce qui se passe sur le terrain », a-t-il déclaré, « nous a édiflés et cette visite nous permettra d'informer nos gouvernements respectifs. Nous avons été frappés par la bonne disposition morale des troupes. »

• Le 14 mai, deux bateaux de pêche espagnols ont été arraisonnés par des patrouilleurs au large de la côte et contraints de se diriger sur le port de Tanger, a annoncé la radio maritime espagnole Onda Pesquera. Selon la même source, les patrons du Jaime Senabre et du Mar del Plata, basés au port de Santa Maria, près de Cadix, Andalousie, se sont vu retirer leurs papiers et ont été pris par les patrouilleurs.

• Le commandant de la place de Casablanca, le colonel Fouad Benkirame, a offert au cercle naval de la marine royale, une réception à l'occasion du 29^e anniversaire de la création des forces armées royales (FAR).

• Le 29 mai, une voiture appartenant à un diplomate syrien a explosé devant la résidence de l'ambassadeur de Syrie à Rabat. Le véhicule, qui était inoccupé, a été complètement détruit par l'explosion qui a fait voler en éclats quelques vitres de la résidence de l'ambassadeur syrien. On a indiqué ne pas connaître l'origine de cette explosion, mais un porte-parole de l'ambassade a estimé que l'explosion serait « l'œuvre de parties hostiles à la Syrie », sans fournir d'autres précisions. Une enquête a été ouverte par la police pour déterminer l'origine de l'explosion.

• Le général Mohammed Kabbaj, inspecteur des forces royales air, a effectué une visite officielle en Italie.

Le général a eu des entretiens avec le chef d'Etat-major général de la Défense et le chef d'état-major des forces aériennes d'Italie.

Il a été également reçu par le sous-secrétaire d'Etat italien à la Défense en présence de l'ambassadeur à Rome, M. Yahya Benslimane.

L'inspecteur général des forces royales air a visité des installations et institutions militaires dans les régions de Venise, Milan et Naples.

• La vente prévue de 50 chars par la firme autrichienne Stey-Daimler-Puch nourrit en Autriche une vive polémique sur les implications politiques et économiques de ce marché. La firme Stey-Daimler-Puch, premier producteur autrichien de véhicules utilitaires de ce matériel militaire envisage de livrer 50 chars légers de 18 tonnes du type Küerassier équipés de canons de 105 mm, pour le prix d'un milliard de

shillings (50 millions de dollars). Le Maroc avait acheté en 1978-79 102 Küerassier pour 115 millions de dollars payables en dix ans. A la suite des difficultés de paiement, le Maroc avait obtenu un rééchelonnement de sa dette et il est loin d'avoir réglé sa facture. Le gouvernement autrichien n'a cependant pas pour l'instant donné son accord à la vente de ces 50 chars et examine si elle est compatible avec la loi réglementant les exportations d'armes. Celle-ci interdit à l'Autriche, en tant que pays neutre, de fournir des armes dans « des régions de conflits armés ou dans des régions où des tensions risquent de dégénérer en guerre. » Les adversaires de ce marché invoquent que le Maroc se trouve incontestablement en conflit armé avec le front Polisario, dont le représentant à Vienne, M. Suleiman Taleb, a vivement protesté contre ce projet. L'embarras est d'autant plus grand pour le gouvernement autrichien qu'il a mené une campagne d'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis installés en Algérie.

Les responsables de Steyr qui ont dû renoncer en 1980 à la suite d'un veto du gouvernement à la vente de 200 chars du même type au Chili, la junte militaire du général Pinochet ayant refusé de garantir que les chars autrichiens seraient uniquement utilisés pour la défense du pays contre un agresseur extérieur, ont menacé de licencier une cinquantaine d'ouvriers en cas de refus de l'autorisation de la vente de ces chars.

M. Hannes Androsch, directeur général de la Creditanstalt, la plus grande banque nationalisée du pays, actionnaire majoritaire de Steyr, a clairement exprimé son point de vue : « Si Steyr doit renoncer à ce marché pour des raisons politiques, l'Etat doit rembourser à l'entreprise les pertes qui en résultent. »



Char SK-105 Küerassier Steyr-Daimler Puch (Autriche). La vente prévue de 50 engins de ce type au Maroc suscite une vive polémique en Autriche

RASD

Un 5^e Mur

Le Maroc a entrepris la construction d'un cinquième Mur de défense au Sahara occidental, le 14 mai, à proximité de la frontière mauritanienne, a indiqué un communiqué du ministère de l'Information de la RASD, publié à Alger.

Ce cinquième Mur, « après l'échec total du 4^e Mur », qui n'a pu « attirer » les forces sahraouies « dans des batailles de positions » (...) vise à prolonger, dans une première étape, la zone de contact « de l'expansionnisme marocain avec la frontière mauritanienne »

ALGERIE

L'effervescence s'apaise...

Le 28 avril, le calme est revenu à la Casbah d'Alger après plusieurs jours d'agitation. Le 27 au soir, aucune manifestation d'envergure n'a été signalée dans ce quartier fortement quadrillé par les forces de l'ordre. Seules quelques poubelles ont été renversées par des jeunes gens qui réclamaient une amélioration de leurs conditions de logement. Les autorités se sont engagées à reloger 900 familles avant juillet prochain, a-t-on appris sur place. La wilaya a ouvert une antenne à la Casbah même en vue de recenser les habitations qui menacent de s'écrouler et dont les locataires seront évacués en priorité, a-t-on ajouté. Plus de cent familles avaient déjà été évacuées. Les autorités semblaient avoir réussi à circonscrire la colère des habitants de la Casbah, après cinq jours d'agitation, mais le risque de nouvelles manifestations restait réel à terme, estimait-on dans les milieux informés.

Selon une étude réalisée, en 1982, la Casbah comptait 1 700 bâtisses dont seules 12 % étaient en bon état. Un tiers des bâtisses étaient considérées comme irrécupérables, en raison d'un état de dégradation avancé et le reste nécessitait une intervention urgente. Depuis 1983, les travaux de rénovation ont concerné 58 bâtisses. C'est un rythme considéré comme très lent dans les milieux spécialisés, où l'on estimait qu'une « intervention urgente et globale », dénotant une « volonté politique réelle », était vitale « pour sauver la Casbah ».

Il faudrait réduire la population de moitié et entamer rapidement des réfections, pour que le quartier devienne vivable, a expliqué un ingénieur qui a travaillé plusieurs années sur la question. Il a précisé cependant que la construction d'un logement neuf à la périphérie de la ville revenait deux à trois fois moins cher que la rénovation d'un logement de la Casbah. L'acheminement des matériaux de construction est particulièrement difficile dans ce quartier et doit se faire avec des brouettes ou à dos d'âne, en raison de l'étroitesse des ruelles et de leur tracé en escalier. Néanmoins, a ajouté cet ingénieur, l'intérêt touristique et historique de la Casbah, qui fut le principal théâtre de la célèbre bataille d'Alger pendant la guerre d'indépendance, impose que tous « les efforts soient déployés pour préserver le caractère particulier de ce quartier ».

Le 27 avril, les autorités avaient haussé le ton à la suite des violentes manifestations qui ont eu lieu durant les précédents jours à la Casbah d'Alger, pour réclamer une amélioration des conditions de logements. « L'ordre public sera maintenu par tous les moyens, quelles que soient les conséquences (et) tout fauteur de troubles, tout auteur d'acte de vandalisme ainsi que toute personne impliquée répondront de leurs actes et s'exposeront aux rigueurs de la loi » a indiqué un communiqué publié par la presse. Les journaux qui signalaient ainsi ces incidents pour la première fois, ont condamné les atteintes aux biens pu-

entre la zone d'Amgala et celle de Guelta, ajoutait le communiqué. Le front Polisario a affirmé également que dès « leur sortie d'Amgala, le 14 mai, en direction du Sud », les forces marocaines ont été « interceptées et attaquées » par les combattants sahraouis en plusieurs endroits notamment à Oudeyatt Lakhyam, Ouedyatt Bouzayann et Lakhneg. Au cours de ces engagements, « l'ennemi a subi d'importantes pertes humaines et matérielles ». Le 5^e Mur « constitue une nouvelle phase de l'escalade » marocaine, a estimé le front Polisario qui a dénoncé en outre les « illusions » et « les rêves chimériques » des Marocains qui font, toujours selon le communiqué du front, « confiance à des scénarios visant à anéantir la résistance de notre peuple ». Selon le communiqué, le Maroc « cherche l'internationalisation du conflit » et a mis à « profit la bonne initiative de la Mauritanie » qui a rétabli ses relations diplomatiques avec lui. Le front Polisario a dénoncé aussi l'attitude de la France « déjà à pied d'œuvre depuis les premiers mois de 1985 pour un nouvel enlèvement » et « sollicité de la France socialiste une autre politique que celle du bâton de Giscard ».

• Une attaque des combattants sahraouis contre les forces marocaines cantonnées à Aridal, entre Boujdour et Bou Craa, dans l'Ouest du Sahara occidental a fait 113 morts et 140 blessés dans les rangs marocains, a indiqué sans précision de date un communiqué du front Polisario publié à Alger le 2 mai. « Deux bases marocaines ont été entièrement détruites » lors de cette attaque, ajoutait ce texte, qui indiquait également que trois chars, cinq blindés, cinq camions et douze véhicules, ainsi que du matériel d'artillerie et « une grande quantité d'armes légères et de munitions » avaient été détruits.

• Le 20 mai, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du front Polisario, a dénoncé « la nouvelle escalade militaire marocaine au Sahara occidental... lourde de conséquences pour la paix dans la région ».

Dans un discours rapporté par l'agence algérienne de presse APS à l'occasion du 12^e anniversaire du déclenchement, le 20 mai 1973, de la lutte armée par le front Polisario, le numéro un sahraoui a estimé qu'avec la construction d'un cinquième Mur de défense marocain, entre Amgala et Guelta Zemmour au Sahara occidental, « le Maroc cherche à embraser la région et à précipiter de nouveau la Mauritanie dans la guerre ». M. Abdelaziz a estimé que l'indépendance du Sahara occidental était « inéluctable ». « Nous n'accepterons jamais d'être spoliés de nos richesses et de nos droits. Nous lutterons jusqu'au bout », a-t-il affirmé, avant d'ironiser sur le Maroc qui « croit que les richesses du Sahara seront la solution-miracle à la crise et à ses maux ». Le représentant algérien à ces festivités, marquées par un défilé militaire à proximité des camps de réfugiés situés au Sud de Tindouf (Algérie), a réaffirmé le soutien indéfectible et inconditionnel de l'Algérie à la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance.

• Le peuple sahraoui est « décidé plus que jamais à poursuivre le combat » jusqu'à l'indépendance totale », a affirmé un communiqué du ministère sahraoui de l'Information, publié à Alger, à l'occasion du 12^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le 20 mai 1973, sous la direction du front Polisario, alors que le Sahara occidental était sous occupation espagnole. « Le front Polisario et le gouvernement de la RASD réaffirment que la paix dans la région nord-ouest africaine, passe obligatoirement par le respect scrupuleux des frontières de la RASD et de la souveraineté du peuple sahraoui sur l'ensemble de son territoire national », déclarait ce communiqué.

• Le 27 mai, des combattants du front Polisario ont attaqué violemment les troupes marocaines à Benkara, à 40 km au Sud de Smara, la capitale culturelle du Sahara occidental, faisant 70 morts et 80 blessés dans les rangs marocains, a annoncé un communiqué du ministère de l'Information publié à Alger. Selon ce communiqué, la bataille déclenchée très tôt dans la matinée a permis aux forces sahraouies « d'investir et d'occuper » 8 km du Mur de défense marocain, après avoir détruit trois positions d'appui et quatre postes de contrôle de l'armée marocaine. Le communiqué signalait enfin la destruction d'une grande quantité d'armes lourdes et légères au cours de cette attaque qui s'inscrivait dans le cadre de l'offensive Grand Maghreb lancée en octobre dernier.

La veille, le front Polisario avait revendiqué une attaque menée le 22 mai contre une concentration de troupes marocaines à Hofrat Oudei El Guezah, entre Amgala et Guelta Zemmour, qui avait fait 56 morts du côté marocain, selon le ministère sahraoui de l'Information.

• Le ministère de l'Information et de la Culture nous a communiqué par télex le 27 mai : « En réponse à l'intensification de l'escalade militaire marquée dernièrement par la construction par l'ennemi d'un 5^e Mur reliant Amgala à Guelta Zemmour, l'armée de libération populaire sahraouie a attaqué dans la journée du 22 mai une concentration des forces monarchistes marocaines à Hofrat Oudei El Guezah. Après une heure et demie de violents combats, notre ALPS a mis hors de combat plusieurs dizaines d'éléments monarchistes dont 56 tués et détruit un matériel de guerre comprenant 4 véhicules Land Rover, 2 véhicules Toyota et un camion GMC... Le même jour, 13 mines placées par nos vaillants combattants ont explosé provoquant l'incendie de 13 véhicules dont des Toyota et des Land Rover et la mort de leurs occupants. Parmi ces véhicules détruits figure celui d'un officier qui a été lui aussi tué. Toute la patrie ou le martyr ».

• Le ministère de l'Information et de la Culture nous a communiqué par télex le 28 mai : « Poursuivant sa glorieuse offensive Grand Maghreb, l'héroïque ALPS continue d'asséner de durs coups aux troupes monarchistes d'invasion marocaines retranchées derrière les Murs coloniaux. Ainsi une

unité de notre ALPS a attaqué violemment dans la journée du 27 mai les concentrations des forces monarchistes à Benkara à 40 km au Sud de Smara, capitale culturelle de notre patrie. Déclenchée très tôt dans la matinée, cette bataille a permis à nos combattants d'investir et d'occuper 8 km du Mur après avoir détruit trois positions d'appui de l'ennemi et quatre postes de contrôle. 70 soldats monarchistes ont été tués et 80 autres blessés lors de cette bataille au cours de laquelle nos vaillants combattants ont détruit ou incendié également une grande quantité d'armes lourdes et légères. Toute la patrie ou le martyr ».

• Le ministère de l'Information et de la Culture a fait parvenir par télex à notre journal le texte suivant daté du 5 juin : « Dans la période allant du 16 au 26 mai 1985, l'héroïque armée de libération populaire sahraouie a mené avec succès une cinquantaine d'opérations militaires contre de nombreux dispositifs des forces monarchistes marocaines d'agression installés le long des Murs de défense de Hassan II. Le 16 mai, notre ALPS a harcelé pendant un quart d'heure les concentrations ennemies au Nord de Sebket Arridal, près de Bou Craa. Le même jour, elle a attaqué pendant deux heures trois positions ennemies à Rous Benamera.

Le jour suivant, les positions marocaines sur le Mur d'El Argoub ont été harcelées, notamment Megsem Tighernet, pendant 1 h 20 mn, Taref Lamghayra (40 mm) et Tachktenet (15 mm). Le 18 mai, nos vaillants combattants ont attaqué les bases ennemies d'Amserdad, deux positions à Rous Benamera, El Gham, le Mur d'Argoub, Sebket Aridal et Fadiketenet. Le 19 mai, une unité de notre ALPS a harcelé à deux reprises les troupes ennemies retranchées à Oued Bouzeyane et pilonné le même jour une position ennemie entre Megsem El Hirane et Tachktenet et la position de Rous Benamera. Le 20 mai, nos combattants ont attaqué de nouveau les positions marocaines sur le Mur d'Argoub et Megsem Tighernet ainsi qu'El Aagda et quatre positions au Nord de Tachktenet. Le 21 et 22 mai, les positions ennemies d'El Aagda, Adheim Elotgane, Gara Foug Gara, El Ghaou, Megsem Tighernet et deux positions au Sud d'Argoub, ont subi des pilonnages similaires. Le 23 mai, ont été bombardés intensivement les dispositifs ennemis à Rous Sabti, Chedhnia, Rous El Ouj (à deux reprises), Asmeyfa, El Aagda, et deux positions à Rous Benamera. Les 24 et 26 mai, notre ALPS a effectué des pilonnages similaires contre les positions d'El Ghaou. Taref Bouhanda, Laagud, El Masmaz, Argoub, Megsem Tighernet, Boujdour, deux positions au Sud de Megsem El Hirane et deux positions à Lemsamir.

A l'issue de ces différents engagements, notre ALPS a mis hors de combat 196 soldats envahisseurs dont 80 tués et détruit deux véhicules Land Rover, un camion GMC, un canon de 155 mm, deux mortiers de 120 mm deux mortiers de 82 mm, une batterie de bitubes de 23 mm et deux mitrailleuses de 12,7 mm. Toute la patrie ou le martyr ».

blics et privés provoqués par des « agitateurs et autres irresponsables », ainsi que par des « enfants manipulés par des fauteurs de troubles ».

Les habitations de la Casbah, principal pôle d'attraction touristique de la capitale, datent de l'époque turque et sont dans un état vétuste considérable. Un programme de rénovation a été lancé en vue de préserver ce quartier, mais sa mise en application demande plusieurs années, alors que les habitations se dégradent rapidement. La presse signale fréquemment des effondrements d'immeubles. A cela s'ajoute une crise générale du logement en Algérie où les statistiques officielles font état de sept personnes par habitation. Dans la Casbah, la situation est aggravée par la configuration du site qui gêne particulièrement les travaux d'entretien. Les ordures ménagères sont ainsi ramassées à dos d'âne dans les étroites ruelles en escalier. Comme dans l'ensemble de la ville d'Alger, les coupures d'eau y sont fréquentes et longues, en raison de la vétusté du réseau de distribution. Une rénovation, qui a été entamée, a pour but de réduire les déperditions d'eau, évaluées à 30 % et à faire face aux besoins d'une ville conçue pour 500 000 habitants, mais qui en compte cinq fois plus. Dans le quartier de la Casbah, qui normalement devrait abriter un maximum de 70 000 personnes, on compte actuellement de 100 000 à 300 000 habitants, selon certaines sources. Par ailleurs, les accusations portées par la presse, contre des « irresponsables qui trompent la jeunesse », dévoilent la vulnérabilité de cette jeunesse, souvent désœuvrée et manquant de loisirs, dans un pays dont 65 % de la population ont moins de 20 ans.

• M. Mohamed Chérif Messaâdia, responsable du secrétariat permanent du comité central, a reçu au siège central, du Parti le lieutenant-colonel Keita, commandant en chef de la gendarmerie malienne, en présence de l'ambassadeur du Mali à Alger. Après avoir exprimé leur satisfaction des relations d'amitié et du niveau de la coopération bilatérale entre les deux pays, les deux parties ont passé en revue les moyens susceptibles de consolider les domaines de coopération et l'échange d'expériences et plus particulièrement au niveau des organisations de masses des deux pays.

• Une cérémonie de fin de stage de formation d'agents de police s'est déroulée à l'école de police de Tamanrasset en présence des autorités militaires de la région, des membres du bureau de coordination de la wilaya et des représentants de la direction générale de la sûreté nationale.

Cette nouvelle promotion, la 6^e depuis l'inauguration de l'école de police, le 27 octobre 1981, a été baptisée du nom de Boussalia Rabah, ex-brigadier de l'ordre public mort en service commandé en 1980. Elle comprend également des techniciens des télécommunications. Ces stagiaires ont reçu une formation appropriée aux missions de police dans les régions du Sud.

• Le président Chadli Bendjedid a reçu, le général Khaled Nezzar, sous-chef d'état-major de l'ANP, qui lui a

présenté un compte rendu sur la visite qu'il a effectuée en URSS à la tête d'une délégation militaire.

• Une exposition sur l'aviation militaire a été inaugurée par le colonel Mohamed Alleg, directeur de la mobilisation de la défense aérienne, en présence de hauts officiers de l'ANP, au centre d'information de l'armée nationale populaire situé rue Larbi Ben M'hidi à Alger.

• Un équipement pour atelier de chaud et de froid a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, DASC, BP n° 246, Alger-Gare.

• Du matériel cinématographique et photographique comprenant : des pellicules cinématographiques professionnelles, des produits chimiques pour la technique du cinéma, des bandes magnétiques professionnelles, des accessoires cinématographiques, des produits chimiques pour la technique photographique, des matières photographiques consommables, des pellicules photographiques et des produits chimiques a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, DASC.

Engagement dans le nucléaire

L'engagement des pays arabes dans le nucléaire, pour préparer l'après-pétrole devrait être l'occasion d'une coopération inter-arabe exemplaire, selon les participants à la 3^e conférence arabe de l'énergie, qui s'est tenue à Alger début mai. Pour l'instant, deux pays, l'Irak et l'Égypte, ont mis en chantier des programmes nucléaires dans le cadre d'une politique de diversification énergétique. Mais d'autres pays comme l'Algérie sont appelés à suivre leur exemple. Il en va de l'indépendance énergétique et du développement économique de la nation arabe, a estimé le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi. Ouvrant les travaux de cette conférence, M. Klibi s'est inquiété du « fossé technologique qui est en train de se creuser entre le monde arabe et les pays industriels avancés dans le domaine de l'énergie nucléaire ». Cette situation est d'autant plus inquiétante, selon lui, qu'Israël a exercé des efforts intensifs pour développer ses capacités technologiques dans le domaine nucléaire à des fins à la fois civiles et militaires. Le ministre du pétrole irakien, M. Qasim Ahmed Taki Al Uraibi, a rappelé les efforts continus de son pays dans le domaine nucléaire, malgré la destruction par Israël en 1981 d'un réacteur nucléaire irakien.

L'Égypte n'était pas représentée à la conférence à laquelle participaient officiellement 20 délégations arabes, dont celle de la Palestine. Cependant, on a relevé la contribution à titre d'expert de M. Kamaledine Ahmad Effat, conseiller technique de la Nuclear Power Plants Authority, organisme chargé du programme de centrales nucléaires égyptiennes. M. Effat a justifié l'option nucléaire pour les pays arabes par la croissance élevée de leurs besoins en électricité. Parmi les autres raisons militent en faveur d'un engagement des pays arabes dans le nucléaire, figurent les ressources en uranium dont certains disposent. En Algérie, un

important gisement existe dans le massif du Hoggar. « Ces sources, si elles étaient valorisées dans le cadre d'un programme d'introduction de centrales nucléaires, se substitueraient à quelque 375 TEP (tonne d'équivalent pétrole), pour une filière à eau ordinaire », rapportait-on de source officielle. Cependant, aucun pays arabe n'a encore commencé à produire industriellement de l'uranium. L'Égypte, la Somalie et l'Algérie étudient actuellement cette question, selon des experts de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole). Le Maroc, la Syrie et la Jordanie envisagent également de démarrer des projets d'extraction d'uranium à partir du phosphate.

TUNISIE

Retour de mission

Le président Habib Bourguiba a reçu M. Slaheddine Baly, ministre de la Défense, qui lui a fait un rapport sur sa récente visite au Maroc et sur la teneur des entretiens qu'il a eus avec le roi Hassan II.

• Le génie militaire se propose de lancer un appel d'offres pour l'acquisition de matériels et fournitures pour bureau d'étude.

• Des semi-conducteurs ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction des transmissions, quartier Bab Saadoun, Tunis.

• Des câbles téléphoniques autoporteurs avec accessoires de suspension, soit 10 000 m de câble à 6 paires de 0,6 mm de diamètre, 20 000 m de câble à 14 paires de 0,6 mm de diamètre, 20 000 m de câble à 20 paires de 0,6 mm de diamètre, ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction des transmissions.

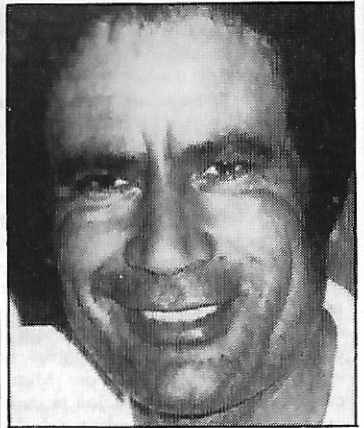
La radio-pirate s'est tue

La radio pirate qui émettait depuis plus de deux mois vers la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, appelant au massacre des Juifs dans ces pays, a cessé ses émissions début mai. Cette radio antisémite. La Voix de la Vengeance et de la Haïne Sacrée émettait, selon des déclarations officielles et des commentaires de presse, depuis un « pays voisin situé au Sud de la Tunisie », alors qu'officiellement les autorités s'étaient gardées d'accuser publiquement quiconque d'abriter cette radio. Ces émissions avaient toutefois provoqué un refroidissement dans les relations tuniso-libyennes. La disparition de cette radio a coïncidé avec la visite en Libye de M. Beji Caïd Essebsi, ministre des Affaires étrangères, ont relevé les observateurs à Tunis. Les entretiens du chef de la diplomatie avec le colonel Kadhafi et les dirigeants libyens ont permis un certain dégel dans ces rapports, ont estimé ces observateurs.

LIBYE

Les conseil du colonel

Le 1^{er} mai, le colonel Kadhafi a estimé que « les ouvriers doivent saisir l'occasion du Premier mai pour envahir les usines et les centres de production,



Colonel Kadhafi

les gérer eux-mêmes et encaisser directement la part qui leur revient de la production. »

• Le 14 mai, le colonel Kadhafi a envoyé un émissaire en Turquie pour vérifier les informations faisant état d'une attaque imminente de forces turco-irakiennes contre les Kurdes irakiens, a annoncé JANA. L'agence a précisé que le colonel avait reçu un message en ce sens de M. Idriss Barzani, l'un des chefs politiques de la communauté kurde d'Irak. Selon M. Barzani, des concentrations de troupes turques se trouvaient à la frontière turco-irakienne et s'apprêtaient à pénétrer dans le Kurdistan irakien.

• Les Palestiniens doivent transférer leurs bases et leurs camps en Libye qui « assumera ses responsabilités historiques et sera la base pour la libération (de la Palestine) » a affirmé l'agence JANA, le 30 mai. L'agence a en outre, dans une dépêche datée de Damas, condamné l'offensive déclenchée contre les camps palestiniens de Beyrouth. « Il semble qu'il existe un complot contre la présence palestinienne (au Liban) dans lequel se sont embourbés des parties arabes tout en sachant ou pas qu'elles ne servent (ainsi) que l'ennemi sioniste », a souligné JANA. L'agence a, d'autre part, indiqué que le commandant en chef des forces armées, le général Abou Bakr Jaber Younes, qui venait d'effectuer une visite de 24 h à Damas, avait remis au président Assad, ainsi qu'aux dirigeants du mouvement national libanais et de la résistance palestinienne, des messages du colonel Kadhafi.

Nouveau comité populaire général

Le 7 mai, le Congrès général du peuple, la plus haute instance législative et exécutive, a rendu publique la composition du nouveau comité populaire général (gouvernement) au terme d'une session extraordinaire de quatre jours.

Voici la composition du comité populaire général : secrétaire du comité populaire général (Premier ministre), Mohamed Az Zarruk Rajab, secrétaire au bureau des liaisons extérieures (Affaires étrangères), Ali Abdessalam Al Triki, secrétaire à l'Énergie, Abdel Majib al-Quhoud, secrétaire à l'Électricité, Jomaa l'Abrahe, secrétaire à la Réforme agraire, Abou Zeid Omar Dourdah, secrétaire à l'Industrie légère, Moussa Abou Friwah, secrétaire à

• Un comité sera mis en place pour enquêter sur l'affaire du pont aérien qui a permis de transporter des Falashas vers Israël, a annoncé le procureur général, M. Omar Attiye, le 14 mai. Selon, M. Attiye, un colonel des services de sécurité, M. Fatih Mohamed Ahmed Irwa, impliqué dans l'affaire, a regagné le pays et s'est rendu aux autorités. Le procureur a exprimé le souhait que le colonel Irwa soit coopératif et utile au comité d'enquête. Ce comité doit interroger l'ancien vice-président de la République, le général Omar El Tayeb, qui est « directement impliqué avec Nimeiry dans l'affaire des Falashas », selon le procureur. « Nous avons des preuves appropriées dans cette affaire », a-t-il dit.

• Le 19 mai, le ministre de la Défense, le général Osman Abdallah Mohammed, a démenti les informations selon lesquelles Khartoum, en déclarant le Sud zone sinistrée, en raison de la famine qui y sévit, s'appretait à déployer du matériel militaire pour ses unités engagées contre les guérilleros de cette région.

Le général a qualifié d'inexacte une déclaration en ce sens attribuée par des médias étrangers au colonel John Garang, chef des guérilleros sudistes. Il a affirmé que 80 personnes par jour mouraient actuellement de faim dans le Sud, partiellement occupé par les guérilleros du colonel Garang. « Nous sommes capables de livrer ce que nous voulons à nos forces armées dans le Sud, le long de la frontière avec l'Éthiopie, sans avoir besoin de cessez-le-feu avec les forces de Garang ... Je demande seulement à mon frère Garang de mesurer l'étendue de la famine dans le Sud. Nous ne sommes pas en train de le tromper lorsque nous disons que nous voulons seulement fournir de la nourriture aux populations souffrant de la famine, dans le Sud », a-t-il dit.

La semaine précédente, le gouvernement avait déclaré le Soudan méridional zone sinistrée et demandé à la communauté et aux organisations internationales de l'aider à contenir la famine dans cette région. Il avait également demandé au colonel Garang d'observer le cessez-le-feu décrété unilatéralement par le gouvernement depuis le mois de février.

• Le 27 mai, le ministre de la Défense a appelé tous les groupes d'opposition à l'ancien régime du maréchal Nimeiry à rendre leurs armes. Le ministre a ajouté que les autorités projetaient de collecter toutes les armes passées en contrebande au Soudan par les groupes d'opposition au régime de Nimeiry opérant de l'étranger. Le général a, une nouvelle fois, invité le chef des rebelles du Sud-Soudan, le colonel John Garang, à entamer un dialogue.

• Le 28 mai, les autorités ont exprimé leur regret quant aux déclarations du chef de l'APLS, le colonel John Garang, affirmant avoir décrété une mobilisation générale et mis sur pied des commandos spéciaux pour poursuivre la guérilla contre le nouveau régime.

• Le 29 mai, le ministre de la Culture et de l'Information, M. Moha-

med Bachir Hamed, a déclaré à Dakar que son pays n'accorderait plus de facilités militaires aux Etats-Unis, sans les désigner nommément, comme par le passé, sous le régime du président Nimeiry. « La présence de forces militaires ou de bases militaires au Soudan ou dans tout autre pays africain est inacceptable pour nous » a déclaré en substance M. Mohamed Bechir Hamed.

Le ministre de la Culture et de l'Information a indiqué à ce propos que son pays pratiquait à l'égard des deux super-puissances (URSS et Etats-Unis) une politique d'équilibre et souligné qu'il avait amélioré ses relations avec l'Union soviétique. Il a précisé d'autre part que le Soudan acceptait toute aide d'où qu'elle vienne, « à condition qu'elle ne soit pas liée, qu'elle ne compromette pas notre souveraineté et notre liberté diplomatique ». Il a ajouté que son pays recevait actuellement des aides des Etats-Unis, de la Libye, de l'Arabie Saoudite ainsi que d'autres pays pour faire face à l'afflux de réfugiés, à la sécheresse, à la famine et de la crise économique.

• Les nouveaux dirigeants sont favorables à une diversification des sources d'armement du pays, a affirmé le 30 mai le ministre de la Défense, le général Osman Abdallah Mohammed, en critiquant la politique suivie dans ce domaine par les Etats-Unis, principal fournisseur militaire sous le régime de l'ex-président Nimeiry. Le ministre a affirmé que le Soudan n'avait pas importé d'armement moderne depuis longtemps pour différentes raisons, et notamment parce que l'achat d'armes était devenu lié aux stratégies des grandes puissances dans la région. « Le Soudan était considéré comme le satellite de l'une d'entre elles, mais celle-ci n'a rien fait pour armer les forces soudanaises », a déclaré le ministre, faisant allusion aux Etats-Unis. Le général a cependant précisé que le réarmement des forces armées n'était pas une priorité de la période de transition d'un an. Mais, a-t-il ajouté, « je ferai mon possible en tant que ministre de la Défense pour obtenir du petit et moyen armement de pays frères et amis pour remplacer le matériel perdu au cours d'opérations ou endommagé ». Le ministre a enfin indiqué que les dirigeants souhaitaient la diversification pour « éviter toute pression ou tout embargo éventuel de la part d'un fournisseur unique. »

Visite-surprise

Une visite-surprise que le colonel Kadhafi a effectuée le 18 mai a constitué une nouvelle étape dans le processus de rapprochement des deux pays depuis le renversement du maréchal Nimeiry. Le colonel, qui venait du Rwanda à l'issue d'une visite officielle de trois jours dans ce pays, a été reçu à l'aéroport de Khartoum par le général Sewar El Dahab, entouré du Premier ministre, M. Dafaallah Djazouli, et des membres de son gouvernement.

• Le 9 mai, une délégation libyenne dirigée par le numéro 2 de Tripoli, le commandant Abdessalam Jalloud, a quitté Khartoum en début de soirée, à l'issue d'une visite de six jours. Les conversations soudano-libyennes ont

porté sur le rétablissement des relations bilatérales et sur les questions de coopération politique, économique et culturelle. Un communiqué commun a été signé peu avant le départ de la délégation libyenne par le commandant Jalloud et le vice-président du CMT, le général Taj El Din Abdallah Fadl. Des accords bilatéraux de coopération économique et culturelle ont également été signés.

• Le 9 mai, le Soudan a dénoncé implicitement les accords de camp David en condamnant, dans un communiqué conjoint avec la Libye, « tous les accords partiels et les traités séparés, qui constituent autant de violations flagrantes des droits du peuple palestinien. »

Echec

La huitième campagne militaire des troupes gouvernementales éthiopiennes contre les forces d'opposition du Tigre a « échoué de façon désastreuse », affirmé un communiqué publié à Londres par le FPLT, le 21 mai. Selon ce mouvement, les soldats du régime marxiste d'Addis Abeba ont « été chassés du dernier théâtre opérationnel d'Adiabo, dans le Tigre occidental ». La campagne qui avait débuté au cours de la première semaine de mars, avait trois objectifs selon le FPLT : « profiter de la situation créée par la famine pour procéder à des arrestations en masse dans le cadre du prétendu programme de transfert de populations, attaquer les centres d'aide internationale en terrorisant les gens et affaiblir la lutte populaire. » Au cours de cette campagne, le FPLT a affirmé avoir livré 20 batailles contre les troupes gouvernementales, avoir tué 2 200 soldats, en avoir blessé plus de 1 645, en avoir capturé 896, avoir détruit un MiG-23, 13 chars, 15 véhicules et avoir saisi 1 972 armes lourdes et légères, 5 chars et 20 véhicules.

• Le 2 mai, le FPLT a qualifié de génocide l'évacuation forcée de 60 000 réfugiés du camp d'Ibnet au Nord de l'Éthiopie, et affirmé que plus de 50 civils avaient été tués et blessés dans un bombardement aérien de deux villages de la province du Tigre. « Il ne peut y avoir aucune excuse à de tels actes de génocide », a déclaré ce mouvement dans un communiqué publié à Londres, en appelant la communauté internationale à prendre des mesures concrètes contre les activités militaires barbares du régime éthiopien dans la province du Tigre, contre les actions brutales d'Ibnet et contre la réinstallation forcée de la population du Nord de l'Éthiopie. L'organisation en lutte contre les autorités d'Addis Abeba a indiqué que les deux villages bombardés étaient ceux d'Arsege et Bakla, dans le centre du Tigre affecté par la famine, sans préciser la date de l'attaque aérienne. Le FPLT a ajouté que 122 habitations avaient été détruites.

• Le 8 mai, le FPLT a accusé le gouvernement éthiopien d'avoir déclenché une nouvelle offensive militaire qui a fait de nombreux morts et blessés et a réduit l'acheminement de l'aide aux victimes de la famine dans la province du Tigre. Dans un communiqué publié dans la capitale britannique, ce mouvement a précisé que, faute de

moyens de transport appropriés, la moitié seulement de l'aide nécessaire parvenait au Tigre à partir du Soudan, par des routes détournées évitant les zones de combats. Il a affirmé, par ailleurs, que plusieurs villages et centres de secours avaient été bombardés par l'aviation éthiopienne dans l'Ouest de la province du Tigre. Il a accusé les organisations d'aides dépendantes de l'ONU d'ignorer le sort des victimes de la famine dans les zones contrôlées par la guérilla, en octroyant exclusivement leur aide aux habitants des régions encore administrées par le gouvernement d'Addis Abeba.

• Les guérilleros du FPLT ont tué ou blessé 440 soldats gouvernementaux éthiopiens et se sont emparés de deux localités de la province du Tigre selon un communiqué publié à Khartoum le 14 mai. Selon ce texte, une unité de défense aérienne du FPLT a d'autre part abattu le 1^{er} mai un MiG-23 dans l'ouest du Tigre. L'appareil s'est écrasé à Aid Abeba, dans la région de Muragaz, au Sud de l'Erythrée. Le 9 mai, des guérilleros du FPLT, agissant en coordination avec le MDPE, se sont emparés de la ville de Deguma, à quelque 50 km au Sud-Est de la ville de Gondar. Les pertes gouvernementales se sont élevées à 90 victimes, morts et blessés, et 37 prisonniers, selon le communiqué qui a ajouté que, le 10, les guérilleros avaient capturé la ville-garnison de Debub, à 100 km au Sud-Est de Makelle. La garnison gouvernementale a été détruite et une unité gouvernementale dépeçée en renfort de Makelle a été contrainte de se retirer après avoir perdu 89 soldats. Au cours de cette bataille, 350 hommes des troupes gouvernementales, au total, ont été tués ou blessés, ajoutait le communiqué, qui faisait état de la capture de 220 prisonniers de guerre à Debub. Les guérilleros ont également saisi 418 fusils mitrailleurs, 44 fusils, 26 armes moyennes et six armes lourdes.

MAURITANIE

Remaniements au sein de l'armée

Le 9 mai, un important remaniement à la tête des postes-clés de l'armée et de la sûreté et une légère restructuration des départements ministériels sont intervenus au lendemain de la réunion plénière du CMSN. Ce remaniement est surtout marqué par le départ du colonel Ahmadou Ould Abdallah, chef d'état-major de l'armée nationale, remplacé par le lieutenant-colonel Yall Abdoulaye. D'autre part, le lieutenant-colonel Ould Boukhress devient chef d'état-major adjoint, tandis que le colonel Cheikh Ould Boide est nommé chef d'état-major de la gendarmerie. Le lieutenant-colonel Diallo Mohamed devient secrétaire permanent du CMSN. Aucune explication n'a été donnée de source officielle sur ces remaniements.

• L'armée sera mise à contribution dans les opérations de développement agricole, en particulier le génie.

Don saoudien

L'Arabie saoudite a fait don de dix véhicules tout terrain destinés aux populations touchées par la sécheresse.